



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Arrêté préfectoral portant autorisation environnementale d'une installation classée pour la protection de l'environnement, pour l'exploitation d'un crématorium animalier par la société S.A.D (Services Animaux Domestiques) au 35 avenue de l'avenir, zone d'activités de Turquès, sur la commune de Bessières

2009

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le règlement (CE) N° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) N° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;

Vu le règlement (UE) N° 142/2011 du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) N°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine ;

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2740 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (incinération de cadavres d'animaux) ;

Vu le schéma directeur d'aménagement de la gestion de l'eau (SDAGE) du bassin Adour Garonne 2022-2027, approuvé le 10 mars 2022 ;

Vu la décision n° 2023-011545 du 5 avril 2023 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie dispensant la société S.A.D, après examen au cas par cas, en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, de la production d'une étude d'impact pour son projet de construction d'un crématorium animalier au 35 avenue de l'avenir, zone d'activités de Turquès, sur la commune de Bessières ;

Vu la demande, présentée le 7 juillet 2023 et complétée le 14 septembre 2023, par la société S.A.D en vue d'obtenir une autorisation d'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) pour l'exploitation d'un crématorium animalier au 35 avenue de l'avenir, zone d'activités de Turquès, sur la commune de Bessières ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2023, prescrivant l'ouverture d'une participation du public par voie électronique (PPVE) du 2 novembre au 1^{er} décembre 2023 inclus, dont l'avis annonçant cette participation a été affiché à la préfecture de la Haute-Garonne, et au sein des mairies de Bessières, La Magdelaine-sur-Tarn et Mirepoix-sur-Tarn comprises dans le rayon d'affichage prescrit d'un kilomètre au titre de la rubrique 2740 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans les communes concernées ;

Vu la publication en date du 11 et 12 octobre 2023 de cet avis dans deux journaux locaux (La Dépêche du midi-31 et Le Petit Journal-Toulousain) ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture de la Haute-Garonne ;

Vu la synthèse de la participation du public par voie électronique établie le 4 décembre 2023 concluant à l'absence d'observations formulées dans le cadre de la procédure ;

Vu les avis favorables émis par les conseils municipaux des communes de Bessières et Mirepoix-sur-Tarn en date du 13 et 20 décembre 2023 et l'absence de délibération du conseil municipal de la commune de La Magdelaine-sur-Tarn ;

Vu le rapport et les propositions en date du 8 janvier 2024 de l'inspection des installations classées de la direction départementale de la protection des populations ;

Vu le projet d'arrêté d'autorisation notifié à la société S.A.D par courriel du 10 janvier 2024 ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés ainsi que des établissements publics de l'État, et qu'elles sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant, par courriel du 10 janvier 2024 et dont l'exploitant a accusé réception le même jour ;

Considérant les observations formulées par le pétitionnaire sur ce projet, par courriel du 16 janvier 2024 ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête:

Chapitre 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Art. 1. 1 – Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Art 1.1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La société S.A.D (Services Animaux Domestiques) (SIRET: 418 766 614 00014), dont le siège social est situé à 28 Rue des carrières, ZA les Hauts de Mijoulan, 34680 SAINT GEORGES D'ORQUES est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de BESSIERES, au 35 avenue de l'avenir, zone d'activités de Turquès, les installations détaillées dans les articles suivants.

Art 1.1.2 – Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants:

Commune	Parcelles	Lieux-dits
BESSIERES	section E825- 828.	35 avenue de l'avenir

Les installations mentionnées à l'article 1.1.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Un plan général de situation est joint en annexe.

Art 1.1.3 – Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

Art. 1. 2 – Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes:

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Régime (*)
2740	Incinération de cadavres d'animaux	Usine de crémation d'animaux de compagnie (petits animaux de compagnie: chats, chiens, Nouveaux Animaux de Compagnie...)	Installations de grande capacité: -2 fours collectifs de 125 kg/h unitaire et, -1 four individuel de 110 kg/h Capacité totale de 360 kg/h	A
4718-2-b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 2. Pour les autres installations b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t : DC	1 cuve extérieure de stockage de propane de 6,9 t		DC

(*) A (autorisation), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Art. 1.3. – Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent, par ailleurs, les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

Art. 1.4. – Durée de l'autorisation et cessation d'activité

Art. 1.4.1 – Caducité

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.

Art. 1.4.2 – Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relève de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Art. 1.4.3 – Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'incidence

Les études d'incidence et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Art. 1.4.4 – Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Art. 1.4.5 – Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 2.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Art. 1.4.6 – Changement d'exploitant

En application des articles L. 181-15 et R. 181-47 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration à l'autorité préfectorale dans les trois mois qui suivent ce transfert.

Art. 1.4.7. – Cessation d'activité et remise en état

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage futur du site à prendre en compte est le suivant : usage de type industriel.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif trois mois au moins avant celle-ci. La notification prévue, ci-dessus, indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Ces mesures comportent notamment:

- l'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article ou conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

Art. 1.5. – Implantation

L'installation est implantée selon le plan de masse et les distances d'éloignement vis-à-vis des limites de propriétés présentées dans le dossier de demande d'autorisation susvisé.

Pour permettre le respect de la distance d'implantation minimale de dix mètres avec la limite de propriété, la zone tampon de stockage de 243 m² située à l'Est de l'installation ne sert en aucun cas aux opérations de réception, de stockage et d'incinération des cadavres d'animaux, au lavage et au stationnement des véhicules de transport des cadavres, au prétraitement et, le cas échéant, au traitement des effluents.

Art. 1.6. – Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et les demandes successives de modifications adressées au préfet ;
- les plans tenus à jour, y compris les réseaux ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant cinq années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Art. 1.7. – Référentiel Réglementaire

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables aux installations, les prescriptions qui la concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates	Textes
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion
23/01/97	arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
02/02/98	arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/08/05	arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées
31/01/08	arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets (GEREP)
04/10/10	arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
28/04/14	arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement
06/06/18	arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2740 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (incinération de cadavres d'animaux)
31/05/21	arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments

Art. 1.8. – Surveillance de l'établissement et de ses émissions

Art. 1.8.1–suivi et contrôle des installations

Les prélèvements, analyses et mesures sont réalisées selon les normes.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de contrôles, prélèvements et analyses spécifiques aux installations et à leurs émissions ou dans l'environnement à la charge de l'exploitant afin de vérifier le respect des dispositions du présent arrêté.

Art. 1.8.2–Autosurveillance des émissions de l'établissement

Pour justifier du respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant définit et met en œuvre un programme de surveillance dit programme d'autosurveillance. Il adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions des installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. La réalisation du programme d'autosurveillance doit permettre une connaissance rapide des résultats conduisant l'exploitant à une éventuelle action corrective dans les meilleurs délais ;

Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions sont transmis par l'exploitant par le biais du site internet appelé gestion informatisée des données d'autosurveillance fréquentes (GIDAF).

Art. 1.8.3–Déclaration des émissions polluantes et des déchets (GEREP)

L'exploitant réalise un bilan portant sur l'année précédente de ses émissions polluantes et déchets qu'il déclare suivant le format fixé par le ministère chargé des installations classées. Conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé, l'exploitant déclare au préfet pour chaque année civile et ce, avant le 1^{er} avril de l'année suivante :

- la masse annuelle des émissions de polluants,
- les quantités annuelles des déchets produits.

Cette transmission est immédiate en cas d'anomalie conformément à l'article 24 de l'arrêté du 6 juin 2018 susvisé.

Art. 1.8.4–Suivi, interprétation et correction des résultats

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque les résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Art. 1.9. – Prescriptions durant les travaux de construction et d'aménagement

Afin de diminuer l'incidence des travaux sur la faune, les travaux sont proscrits de mars à juin, période de plus forte sensibilité de la faune, à l'exception des travaux situés à l'intérieur du bâtiment existant.

Les puits d'infiltration existants sur la parcelle sont bouchés afin d'éviter que les eaux d'extinction puissent s'infiltrer et polluer la nappe.

Lors de la phase de chantier, l'exploitant met en œuvre sur le site des dispositions et moyens de secours suffisants, conformément au code du travail. En cas d'appel des secours, il devra également préciser les risques liés à la présence de gaz sur le site.

Chapitre 2. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2740 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (incinération de cadavres d'animaux) s'appliquent à l'installation.

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz, ci-après, quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Art.2.1. – Conception des installations

Le site est équipé de trois fours de crémation dont le fabricant est la société Facultatieve Technologies :

- un four de crémation individuel de 110kg/h,
- deux fours de crémation collectifs de 125kg/h unitaire, pour une capacité totale de 360 kg/h.

Installations de combustion	Combustible	Capacité	Puissance thermique	Fluide	Autres caractéristiques
Four collectif FT 125 n°1	Propane	125kg/h	700 kW	Air chaud	2 chambres de combustion
Four collectif FT 125 n°2	Propane	125kg/h	700 kW	Air chaud	2 chambres de combustion
Four individuel FT110 4D n°3	Propane	110kg/h	1 400 kW	Air chaud	2 chambres de combustion

Chacun des fours est doté :

- d'une chambre principale équipée d'au moins un brûleur, permettant d'atteindre une température de fonctionnement normale de l'ordre de 800°C-1000°C permettant l'incinération des cadavres ;
- d'une chambre secondaire équipée de deux brûleurs, permettant d'atteindre une température supérieure de 850°C pour brûler la fumée et l'odeur associées aux gaz de combustion ;

Les fours sont équipés d'un automate programmable dédié, qui supervise le fonctionnement du four et le processus de combustion.

Le broyage final des cendres issues des fours n'est réalisé que sur les cendres destinées à être rendues aux propriétaires privés des animaux domestiques en ayant fait la demande.

Cette étape est réalisée dans un pulvérisateur HSP entièrement fermé permettant une réduction en fines particules des cendres et une séparation des objets métalliques (prothèses, vis, plaques, ...).

Le pulvérisateur est équipé d'une aspiration des poussières et d'un filtre à manche assurant l'élimination de 98% des PM10. Il n'y a aucun rejet extérieur.

Art.2.2. – Condition générale des rejets

	Hauteur en m	Débit nominal en Nm3/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	13m	800	8
Conduit N° 2	13m	800	8
Conduit N° 3	13m	1950	8

Les hauteurs de cheminées ont été déterminées selon les articles 53 à 56 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 sus-visé.

Chaque cheminée comporte un moyen de prélèvement d'échantillons d'effluents gazeux. Les modalités opératoires décrites par la norme NF X 44-052 (version mai 2002) sont réputées garantir le respect des exigences de prélèvement des échantillons prévues par cet arrêté.

Art.2.3. – Valeurs limites d'émissions atmosphériques et fréquence d'analyse de ces émissions

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une heure.

Les mesures sont réalisées à chaque point de rejet, sauf pour la température et le taux d'oxygène qui sont mesurés à proximité de la paroi interne ou en un autre point représentatif de chaque chambre de post-combustion.

L'installation et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par une personne ou un organisme compétent.

L'exploitant réalise la mesure en continu de la température et du taux d'oxygène des gaz ; le suivi qualitatif du rejet de poussières par opacimétrie ou procédé équivalent.

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes :

Polluants	Valeur limite d'émission à chaque cheminée	Fréquence
Pour les installations d'une capacité de moins de 10 tonnes par jour		
poussières totales	100mg/Nm ³	semestriel
monoxyde de carbone	100mg/Nm ³	semestriel
composés organiques volatils non méthaniques	20 mg/Nm ³	semestriel
oxydes d'azote	500 mg/Nm ³	La première année de fonctionnement, tous les 6 mois, puis tous les 2 ans en cas de valeurs conformes
chlorure d'hydrogène	100 mg/Nm ³	La première année de fonctionnement, tous les 6 mois, puis tous les 2 ans en cas de valeurs conformes
dioxyde de soufre	300 mg/Nm ³	La première année de fonctionnement, tous les 6 mois, puis tous les 2 ans en cas de valeurs conformes
total des métaux lourds (antimoine + arsenic + chrome + cobalt + cuivre + manganèse + nickel + plomb + vanadium)	5 mg/Nm ³	La première année de fonctionnement, tous les 6 mois, puis tous les 2 ans en cas de valeurs conformes
dioxines et furanes	0,1 ng/Nm ³	La première année de fonctionnement, tous les 6 mois, puis tous les 2 ans en cas de valeurs conformes

Si les résultats en dioxines et furanes sont non conformes, une nouvelle mesure du chlorure d'hydrogène, des dioxines et furanes et des métaux lourds est réalisée tous les six mois pendant un an.

Pour les éléments définis, ci-dessus, autres que dioxines et furanes, en cas de résultat de mesure non conforme, une nouvelle mesure est réalisée au plus tard six mois après la mesure ayant donné des résultats défavorables.

Art.2.4– Mesure des odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses, ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Hauteur d'émission	Débit d'odeur (en uoe/h)
10 mètres	21 000x10 ³
20 mètres	180 000x10 ³

Il est rappelé que les cheminées mesurent chacune 13 mètres.

L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances, par un organisme compétent, à la charge de l'exploitant.

Chapitre 3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

L'installation et son fonctionnement sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visées au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement de la gestion de l'eau (SDAGE) du bassin Adour Garonne.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

Art 3.1. – Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées,
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
- les eaux domestiques: eaux vannes issues des sanitaires,
- les eaux usées industrielles.

Art 3.2. – Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Art 3.3. – Prélèvements et consommations d'eau

L'alimentation en eau est assurée par le réseau public de distribution d'eau potable.

Les prélèvements d'eau sont limités à 160 m³/an maximum.

Le réseau d'alimentation en eau potable est pourvu d'un système de comptage et un disconnecteur est placé en aval direct du compteur pour empêcher tout retour d'eau dans le réseau. Ce disconnecteur est vérifié une fois par an, conformément à la réglementation en vigueur.

Art 3.4. – Dispositions générales

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Art 3.5. – Gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales (eaux de toiture et eaux de voirie), sont collectées et dirigées vers un bassin d'orage d'une capacité de 150m³ revêtu d'une géomembrane et équipé en sortie d'une surverse permettant de réguler le débit de fuite à 5 l/s/ha et d'une vanne de coupure étanche, puis rejetées dans le réseau pluvial communal.

Art 3.6. – Gestion des eaux usées

Les eaux usées générées par les installations sont :

- les eaux de lavage des bacs et véhicules,
- les eaux usées domestiques issues des sanitaires.

Un prétraitement des eaux usées est réalisé avant rejet dans le réseau communal, à l'aide de cribles dont les mailles n'excèdent pas 6 mm. Les refus de dégrillage sont incinérés. Les eaux pré-traitées sont ensuite dirigées vers la station d'épuration communale de la ZA des Turquès exploitée par le syndicat mixte de l'eau et de l'assainissement de la Haute-Garonne dont l'exutoire est le Tarn.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet dans un délai de six mois.

Art 3.7. – Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- température : < 30 °C (la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau),
- pH : compris entre 5,5 et 8,5, (9,5 s'il y a neutralisation alcaline),
- couleur: modification de coloration du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Art 3.8. - Surveillance des rejets des eaux usées industrielles-raccordement à une station d'épuration collective

Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration collective ne dépassent pas :

- MES : 600 mg/l ;
- DBO : 800 mg/l ;
- DCO : 2 000 mg/l ;
- Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;
- Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.

L'exploitant détermine une fréquence de surveillance de ses rejets selon une analyse de risque appropriée à son activité.

Des analyses de ces paramètres sont réalisées, le cas échéant, dans les conditions fixées par la convention de rejet co-signée par le responsable de la station d'épuration et par l'exploitant. Cette convention peut fixer des valeurs limites émises différentes.

Chapitre 4. PROTECTION DU CADRE DE VIE

Art.4.1-Bruit-Dispositions générale

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits dans l'environnement émis par les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables à l'installation.

Art.4.1.1-Valeurs limites de bruit

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Art.4.1.2- Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes et niveaux sonores limites admissibles	Période de jour allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Art.4.1.3- Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Une mesure des émissions sonores est effectuée au frais de l'exploitant, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Dans le cas où les niveaux sonores réglementaires ne seraient pas respectés, des mesures de réduction seront mises en place.

Art.4.2- Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Chapitre 5. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

L'exploitant met en œuvre les mesures décrites dans son étude de dangers produite dans la demande d'autorisation environnementale sus visée.

L'exploitant est tenu de déclarer à l'inspecteur des installations classées les incidents et accidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans les meilleurs délais.

Un rapport d'incident ou d'accident est transmis à l'inspecteur des installations classées par l'exploitant. Il précise notamment :

- les circonstances et les causes de l'incident ou de l'accident ;
- les effets sur les personnes et l'environnement ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident ou un accident similaire ;
- les mesures prises ou envisagées pour pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis à l'inspecteur des installations classées sous quinze jours.

Art.5.1-Conception des installations

Art.5.1.1 – Dispositions constructives et comportement au feu

L'exploitant respecte les dispositions constructives édictées par les arrêtés ministériels de prescriptions générales des rubriques visées à l'article 1.2 du présent arrêté.

La salle des fours est isolée des autres locaux par des parois REI120. Ces murs seront pourvus de deux ouvertures équipées d'une porte coupe-feu (EI 60) qui sont maintenues fermées en permanence au moyen d'un groom.

Un coffrage REI120 est prévu autour de la canalisation aérienne de propane avant entrée dans la salle des fours.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art.5.2 – Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Art.5.2.1– Alerte des secours publics

L'exploitant dispose d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et des secours.

Il établit, tient à jour et porte à la connaissance des personnels présents sur le site, les consignes de sécurité comprenant a minima :

- des mesures à prendre et les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et la mise en sécurité des installations ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des secours publics, des responsables d'exploitation et du service de dépannage.

Art.5.2.2- Accessibilité des services d'incendie et de secours

a)Le portail d'entrée du site est conçu et implanté de telle sorte qu'il garantisse en permanence l'accès rapide des engins de secours. En l'absence de personnel sur les lieux, un dispositif d'ouverture agréé par le SDIS 31 est installé sur le portail. Le dispositif d'ouverture de type «VIGIK» est à prioriser pour une ouverture plus rapide du portail.

b)L'installation dispose de voies privées internes dites «pénétrantes» qui permet l'accès des engins sur le site ainsi que l'acheminement du personnel de secours et de leur matériel, raccordé à la voie publique existante. Ces voies correspondent aux caractéristiques d'une voie engin, défini ci-après :

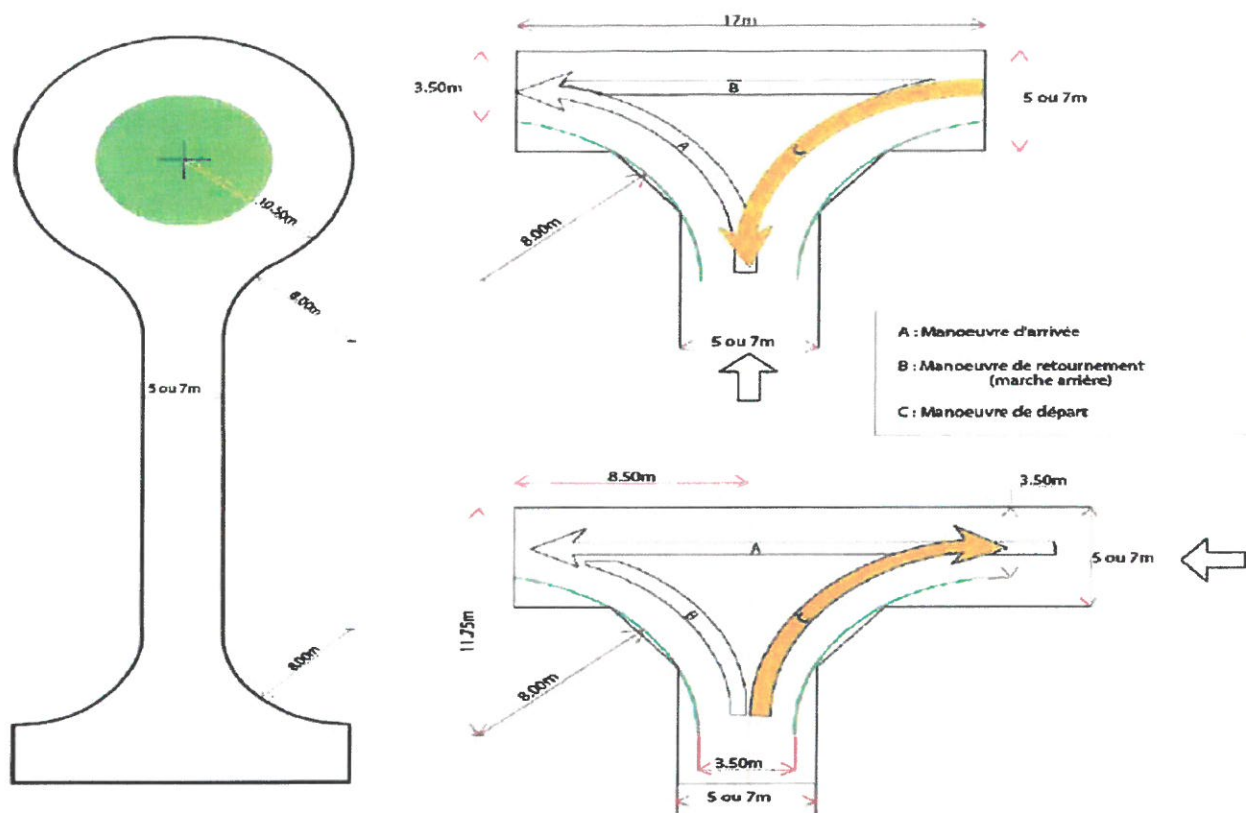
- largeur minimale de la bande de roulement : (bandes réservées au stationnement exclues)

1. 3,00 mètres (si sens unique de circulation)

2. 6,00 mètres (si double sens de circulation ou voie en impasse)

- force portante suffisante pour un véhicule de 160 kilo-Newtons avec un maximum de 90 kilo-Newtons par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum,
- résistance au poinçonnement : 80 Newtons/cm² sur une surface maximale de 1,20 m²,
- rayon intérieur des tournants : R=11 mètres minimum,
- surlargeur extérieure : $S=15/R$ dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètres),
- pente inférieure à 15%,
- hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,50 mètres de hauteur (passage sous voûte).

c)L'exploitant équipe en impasses, à l'extrémité des voies internes, d'une longueur supérieure à 100m d'une aire de retournement, telle ci-dessous:



d) L'exploitant veille à ce qu'aucune entrave ne gêne la circulation des véhicules de secours, il renseigne le S.D.I.S sur les éventuelles restrictions d'accès pendant l'exploitation.

e) Une consigne indique clairement l'interdiction du stationnement des véhicules quels qu'ils soient, au droit du point d'eau incendie, sur les accotements ou sur les parties de chaussée non prévues à cet effet, de nature à empêcher ou même seulement retarder l'accès ou la mise en œuvre des moyens de secours publics.

Les caractéristiques techniques relatives à l'accessibilité des engins de secours, peuvent être retrouvées dans le guide accessibilité, établi par le S.D.I.S. Consultable et téléchargeable sur le site internet du S.D.I.S de la Haute-Garonne (www.sdis31.fr).

Art.5.2.3-Organisation de la défense contre l'incendie

a) Pour assurer la défense intérieure contre l'incendie, l'exploitant met en place à proximité de ceux-ci les moyens d'extinction adaptés aux risques et en nombre suffisant. Ces matériels devront être accessibles aux services de secours et de lutte contre l'incendie et de préférence à l'extérieur du local à risque.

b) L'exploitant assure la défense extérieure contre l'incendie par l'installation d'un point d'eau incendie (PEI) se situant à moins de 200m en tout point de l'installation. Ce dernier devra délivrer un débit minimum de 60 m³/h pendant une durée de deux heures sous une pression de 1 bar.

c) Le site est défendu par deux PEI situés sur la voie publique:

- Numéro 310660037 : rue de l'industrie
- Numéro 310660046 : rue de l'avenir

L'exploitant se rapproche des services de la commune pour obtenir le relevé de débit et pression de ses deux PEI datés de moins d'un an et les transmet à l'adresse suivante :

*SDIS 31- SeRIT
49 chemin de l'armurié
CS 80123
31772 COLOMIERS Cedex
Tel: 05 61 06 37 00*

d) L'exploitant assure la rétention des eaux d'incendie au moyen d'un bassin étanche d'un volume de 150m³ minimum. Le bassin récoltant également des eaux pluviales par drainage à hauteur de 28m³, un volume utile de minimum 120m³ est toujours être disponible pour les eaux d'incendie. Une attention particulière est notamment portée après un épisode orageux.

Ce dernier est entretenu annuellement (absence de joncs, d'herbes, ou autres matériaux). Une inspection visuelle est réalisée annuellement. Le résultat de cette inspection est consigné dans le registre de sécurité. Si des travaux sont à prévoir, ils devront être réalisés sans délai.

Art.5.2.4-Organisation de la défense contre l'incendie-Autres mesures et organisation de l'intervention des moyens de secours publics

a) L'exploitant recense les zones «ATEX» et met en place les mesures de préventions du risque explosif et la signalétique réglementaire.

b) tout apport de feu, flamme ou travail par point chaud dans les zones présentant un risque inflammable ou explosif, est interdit, sans avoir obtenu, dans le cadre de travaux de maintenance, un permis de feu délivré par l'exploitant et sans avoir mis en sécurité et pris toutes les dispositions relatives pour se prémunir des risques cités précédemment.

c) dans le but de permettre l'intervention des moyens de secours publics à l'intérieur du site, en tenant compte de la spécificité des installations et également des éventuels dangers qu'elles présentent pour les intervenants, l'exploitant détient sur le site et à disposition des services de secours :

- Le plan d'ensemble au 1/2000ème (ou échelle proche) mentionnant l'emplacement des points d'eau d'incendie existant dans le secteur,
- Le plan du site au 1/500ème (ou échelle proche) les bâtiments ou constructions de l'établissement avec mention des locaux les plus vulnérables et des locaux à risques particuliers (fours et chambres froides contenant les cadavres d'animaux). Ce plan fera apparaître les organes de coupure des énergies actionnables par les secours publics afin de permettre leur intervention en toute sécurité, l'emplacement des moyens internes de secours et de lutte contre l'incendie ;
- Les plans des zones de dangers (surpression et flux thermique) modélisées par l'étude de dangers pour la cuve de propane et les fours ;
- Les coordonnées des techniciens qualifiés d'astreintes chargés par l'exploitant de rejoindre le site dans les meilleurs délais en cas d'intervention des secours publics ;
- Les procédures d'intervention et les règles de sécurité préconisées qui doivent être appliquées par les moyens de secours publics à l'intérieur du site.

d) L'ensemble des documents mentionnés ci-dessus, sont mis à la disposition des secours dans une boîte aux lettres rouge clairement identifiés et plastifiés au format A3.

Chapitre 6. DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉCHETS

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une gestion des déchets produits par ses activités dans le respect des principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement et conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (titre IV du livre V du code de l'environnement relatif aux déchets et ses textes d'application).

Art.6.1 – Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	19 01 14	Cendres inertes
Déchets non dangereux	19 10 01 (fer ou acier) 19 10 02 (non ferreux)	Pièces métalliques
Déchets non dangereux	20 01 39	Bidons souillés
Déchets non dangereux	20 01 01 (papier carton) 20 01 39 (plastiques) 20 01 02 (verre) 20 01 08 (déchets alimentaires) 20 02 01 (déchets verts)	Déchet industriel banal (DIB)

L'exploitant établira un registre de suivi des déchets sortants et des codes associés ainsi que des quantités.

Art.6.2. - Stockage et devenir de cendres

Les cendres sont valorisées conformément au règlement 1069/2009 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine.

Les cendres récupérées sont :

- soit évacuées dans des bidons étanches de 200 litres vers des filières de traitement adaptées pour enfouissement, dans le cas des crémations collectives,
- soit broyées puis mise en urne dans le cas des crémations individuelles et remises aux propriétaires.

Chapitre 7. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX CONDITIONS DE RÉCEPTION, DE STOCKAGE, ET À L'INCINÉRATION DES CADAVRES

L'exploitation rentrant dans le champ d'application du règlement européen établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et dans le champ de son règlement de mise en application, l'exploitant doit veiller à ce que les sous-produits animaux soient collectés, stockés, transportés et traités conformément à ces règlements.

Les cadavres sont collectés auprès des établissements vétérinaires et pris en charge par SAD pour l'acheminement vers le site de BESSIERES.

Les cadavres sont collectés dans des housses mortuaires hermétiques et étiquetées puis transportés dans des bacs plastiques étanches.

À l'arrivée au crématorium, les bacs sont déchargés à l'intérieur du bâtiment et les cadavres sont stockés dans une des 4 chambres froides du site en attente de leur crémation.

Deux types de crémations sont ensuite possibles :

- La crémation collective: l'animal est incinéré avec d'autres animaux et les cendres ne sont pas restituées aux propriétaires ;
- La crémation individuelle: l'animal est incinéré dans un espace délimité et les cendres sont alors récupérables et transmissibles à la famille si celle-ci le souhaite ;

Suivant le type de crémation souhaitée, les cadavres sont acheminés vers un des trois fours de crémation du site (deux fours de crémation collective et 1 four de crémation individuelle).

Chaque four fonctionne suivant le même principe :

- une première chambre de combustion permet d'incinérer les cadavres,
- une seconde chambre de combustion permet ensuite de brûler les gaz et odeurs.

L'exploitant applique les dispositions prévues aux chapitres I et II ou III, selon l'installation, de l'annexe III du règlement 142/2011 susvisé.

La traçabilité des cadavres d'animaux est assurée par l'intermédiaire du logiciel de gestion spécifique, qui permet de suivre l'animal depuis l'enlèvement chez le vétérinaire jusqu'à l'étape finale de crémation et de tracer les informations la date de réception, la date d'incinération, le poids du cadavre.

Chapitre 8. DISPOSITIONS APPLICABLES A LA CUVE DE STOCKAGE EXTERNE DE PROPANE RELEVANT DE LA RUBRIQUE 4718

Sans préjudice des prescriptions du présent arrêté, la cuve de stockage externe de propane présente sur le site respecte les prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel du 23 août 2005 susvisé.

Chapitre 9. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES – AGRÉMENT SANITAIRE

Au démarrage de l'activité, la société S.A.D dispose d'un agrément sanitaire prévu par le règlement européen n° 1069/2009 du 21 octobre 2009 et le règlement européen d'application n°142/2011.

L'exploitant se dote des équipements nécessaires à la bonne maîtrise du risque sanitaire lié au fonctionnement de l'installation d'incinération de grande capacité.

Chapitre 10. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES- aléa retrait-gonflement des argiles

Le site d'implantation est concerné par l'exposition au phénomène retrait-gonflement des argiles conformément au PPR sécheresse approuvé le 18 novembre 2018. À ce titre, l'exploitant s'engage à respecter les textes en matière d'aménagement et de logement et les prescriptions du PPR sécheresse auquel il est soumis.

Chapitre 11. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

Art.11.1 – Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans, à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Art.11.2 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art.11.3 – Délais et voies de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse par courrier ou par l'application informatique Télécours, accessible par le lien internet : <http://www.telerecours.fr>, par :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Art.11.4 – Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions administratives et pénales prévues par le titre VII du livre Ier du code de l'environnement.

Art.11.5 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Bessières pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

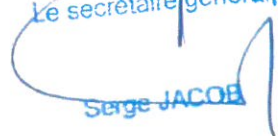
3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement, à savoir : mairies de Bessières, Mirepoix-sur-Tarn, La Magdelaine-sur-Tarn;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art.11.6. – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, la directrice départementale de la protection des populations de la Haute-Garonne, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne, et le maire de Bessières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont une copie sera adressée au maire de la commune de Bessières et à la société S.A.D.

Fait à Toulouse, le **12 9 JAN. 2024**

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,
Serge JACOB

10 PLACES DE STATIONNEMENT DONT 1 PMP

CAFÉTÉRIA

Bassin de stationnement

Voie d'accès

Voie d'évacuation

10/01/2010

Parcels 000 E 875

